



HAL
open science

Être un maire socialiste en Méditerranée coloniale : Beni-Saf entre Algérie, France et Espagne (1929-1939)

Claire Marynower

► **To cite this version:**

Claire Marynower. Être un maire socialiste en Méditerranée coloniale : Beni-Saf entre Algérie, France et Espagne (1929-1939). Cahiers de la Méditerranée, 2017, 94, pp.67-80. 10.4000/cdlm.8559 . halshs-01760952

HAL Id: halshs-01760952

<https://shs.hal.science/halshs-01760952>

Submitted on 6 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Être un maire socialiste en Méditerranée coloniale : Beni-Saf entre Algérie, France et Espagne (1929-1939)

Claire Marynower



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8559>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2017

Pagination : 67-80

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Claire Marynower, « Être un maire socialiste en Méditerranée coloniale : Beni-Saf entre Algérie, France et Espagne (1929-1939) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 94 | 2017, mis en ligne le 15 décembre 2017, consulté le 16 décembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8559>

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2017.

© Tous droits réservés

Être un maire socialiste en Méditerranée coloniale : Beni-Saf entre Algérie, France et Espagne (1929-1939)

Claire Marynower

- 1 À l'époque coloniale, le rythme de la vie sociale et politique de la petite ville côtière de Beni-Saf en Algérie suit celui de la mine de fer. L'exploitation du minerai a déterminé l'implantation d'un noyau urbain sur cette côte escarpée, à une centaine de kilomètres à l'ouest d'Oran, dans les années 1880. Dès 1883, la commune de plein exercice est fondée, sur le modèle des communes de métropole. Son profil démographique est représentatif du brassage de populations qui caractérise le territoire algérien colonisé.
- 2 Du côté des Européens, les travailleurs venus s'employer à la mine dès la fin du XIX^e siècle sont en majorité d'origine espagnole, des provinces du Levant, Alicante et Valence, et d'Andalousie. Les juifs, faits citoyens par le décret Crémieux de 1870, originaires d'Oran et de Tlemcen, sont également nombreux dans la ville. Quant à la population colonisée, dite « musulmane », elle aussi est mixte : de très nombreux Marocains ont traversé la frontière pour venir travailler à la mine. Avec les Algériens, les « musulmans » sont majoritaires au total : ils représentent 64 % de la population au recensement de 1931¹. À cette date, la ville compte presque 12 000 habitants. Quant aux Espagnols non naturalisés, émigrés récemment, ils constituent encore 43 % de la population européenne. À côté de l'arabe et du français, les langues espagnoles, castillan et valencien, résonnent ainsi dans les patios ouverts à l'arrière des maisons basses ouvrières, construites à flanc de colline sur le modèle des corons du nord de la France.
- 3 La vie politique de la petite cité, observée à la plus grande échelle grâce aux archives de surveillance, à la presse locale et aux sources photographiques, présente un exemple unique de socialisme municipal en terre algérienne, dans les années 1920 et 1930. Le cas n'est cependant pas sans livrer d'enseignements plus généraux pour l'histoire politique de l'Algérie à la période de la colonisation, tant en ce qui concerne les tensions entre

gauche française et administration, les liens entre celle-là et le nationalisme algérien en cours de formation, ou encore les configurations transnationales dans lesquelles se meut la colonie. Au prisme d'une commune et de son maire, c'est aussi une histoire des sociabilités politiques, contestataires, festives et violentes, que l'on découvre.

Une ville éprise de socialisme

- 4 Le socialisme fait son entrée dans la ville de Beni-Saf à l'occasion des élections législatives de 1928. Un premier meeting électoral, organisé par la fédération SFIO d'Oran, réunit 500 auditeurs². Les résultats du candidat socialiste dans la localité, recueillant face à ses deux adversaires 36,7 % des voix, révèlent la popularité du parti ; aussitôt une section est constituée³. Parmi les dix membres du bureau, trois sont instituteurs dont le secrétaire, les autres sont employés à la mine, commerçants et comptables. Dès sa création, la section compte 220 adhérents et le commissaire de la ville note que ce chiffre est en constante progression⁴. Quelques mois plus tard, en février 1929, elle se félicite d'avoir déjà 400 cotisants⁵, ce qui au regard d'une fédération départementale de 600 cotisants à la même date⁶ semble assez largement surévalué. Si l'on s'en tient au chiffre de 220 adhérents, pour une population d'un peu plus de 4 000 Européens, la proportion est déjà considérable.
- 5 Fin janvier 1929, la jeune section a l'honneur d'accueillir le congrès fédéral de l'Oranie. À cette occasion, un long cortège s'empare des rues de la ville, défilant derrière les étendards rouges des sections. Le rituel militant de la ville se met en place. Face à un parti communiste en plein étiage⁷ et qui n'a jamais eu de cellule dans la ville, la SFIO monopolise les symboles du mouvement ouvrier : drapeau rouge, coquelicots de tissu à la boutonnière⁸, chant de l'Internationale⁹. Délégués, sympathisants et simples curieux suivent le cortège qui se dirige, à travers les rues, vers le monument aux morts de la Grande guerre au cri de « À bas la guerre ! »¹⁰. Dans la petite ville l'ampleur du cortège, formé de centaines de personnes, jusqu'à 2 000 selon le journal de la fédération, *Le Semeur*, impressionne d'autant que quelques Algériens s'y joignent¹¹.
- 6 Depuis 1883, la municipalité est aux mains des directeurs de la mine. Le maire d'alors, Joseph Noël, élu en 1921, ne déroge pas à la tradition et assume parallèlement les destinées de la compagnie. Mais en 1929, la compagnie minière « prend la décision de se désintéresser des questions municipales »¹² et le maire sortant ne se représente pas. Une liste républicaine de gauche, dirigée par le médecin de la compagnie, est bien constituée sous le patronage du député conservateur d'Oran, Henri Brière, mais les chances pour une liste concurrente de prendre l'Hôtel de ville sont pour la première fois réelles. C'est l'instituteur Raoul Vignaux, secrétaire de la section SFIO, que les militants décident de présenter à la mairie. Né dans les Hautes Pyrénées¹³, l'homme n'a que 33 ans mais donne des gages de sérieux. Maigre, plutôt petit, les « yeux perçants » et la parole « rude »¹⁴, il incarne une forme d'austérité et de raideur. Dans le village ouvrier, face à une population d'origine espagnole et majoritairement née en Algérie, il représente l'intellectuel venu de France. Sa campagne est épaulée par la fédération, qui nourrit des espoirs de victoire dans la petite ville côtière, impressionnée par le développement rapide de la jeune section. Venus d'Oran et de Sidi-Bel-Abbès, les orateurs du parti se succèdent pour soutenir la candidature de l'instituteur devant les électeurs mais aussi les quelques sujets « indigènes » qui assistent aux réunions. Ces derniers sont, par exemple, 20 sur 250 assistants le 27 avril 1929¹⁵. Le secrétaire de l'Union départementale CGT vient aussi

soutenir le candidat socialiste et, s'attaquant aux dirigeants de la mine, apporter la légitimité syndicale à la campagne du jeune instituteur.

- 7 La section socialiste présente 23 candidats aux élections du 5 mai 1929. L'abstention est exceptionnellement faible au premier tour et la liste socialiste, obtenant la majorité absolue avec une moyenne de 54 % des suffrages exprimés, passe en entier. S'il ne ressemble guère à ses administrés, le nouveau maire nomme des adjoints qui présentent un profil beaucoup plus proche du leur : Joseph Ganga est né en Espagne, Messaoud Charbit dans une famille juive de Tlemcen et Gabriel Gonzales, de travailleurs espagnols arrivés en Algérie en 1875¹⁶. Ce dernier, électricien à la mine, est parmi les plus jeunes conseillers, du haut de ses 29 ans¹⁷. L'élection est fêtée comme un triomphe du socialisme en Algérie. Le jeune instituteur passe pour le premier maire socialiste de la colonie, bien qu'il y ait eu un précédent en Kabylie, dans la petite ville de Ménerville en 1912¹⁸. Mais les militants croient voir « pour la première fois le drapeau rouge flotte[r] sur un Hôtel de ville algérien », comme le proclame fièrement la une du *Semeur*¹⁹. La victoire est célébrée jusque dans les colonnes du quotidien national de la SFIO, *Le Populaire*. Bientôt Beni-Saf devient un nom familier pour le lecteur socialiste métropolitain. Les diverses attaques dont la mairie est l'objet lui valent en effet les honneurs réguliers du *Populaire*.

Les maires socialistes et l'administration coloniale

- 8 De la fin des années 1920 au milieu des années 1930, c'est le Parti socialiste qui incarne en Algérie l'option populaire la plus à gauche. Alors qu'à la scission consécutive au congrès de Tours, la fédération oranaise est passée comme un seul homme dans les rangs du communisme²⁰, la situation est bien différente dix ans plus tard : le PCF a lancé une campagne de bolchévisation qui a eu pour effet de vider tout à fait ses rangs, sous les coups de la répression mais aussi du fait de la radicalité de ses mots d'ordre en matière coloniale. Plusieurs affaires rythment ces années pour la SFIO : fonctionnaires menacés de mutation, arrestations, sanctions professionnelles. Dans la fédération d'Oran, entre 1928 et 1935, 30 % des militants sont des fonctionnaires²¹. Ils sont d'autant plus susceptibles de connaître des difficultés de la part d'une administration qui ne voit pas d'un bon œil leur engagement politique. Ainsi du jeune maire de Beni-Saf, instituteur à l'école de la ville. La loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire interdit aux enseignants du premier degré de devenir conseiller municipal et *a fortiori* maire dans la commune où ils exercent. Le préfet d'Oran supprime ainsi son traitement d'instituteur, à défaut de démission de ses fonctions municipales, dans un arrêté du 6 août 1929²². Pour la fédération, l'arrêté est nettement politique. Un meeting public est organisé fin septembre 1929.

Document 1. Meeting de protestation en soutien à Raoul Vignaux, Beni-Saf, 29 septembre 1929



Source : *L'album de Beni-Saf*, Auneau, Association des Beni-Safiens, 1988.

- 9 Devant le marché couvert, cœur de la vie sociale béni-safienne, les militants fixent une pancarte proclamant « vive Vignaux » et déploient le vaste drapeau rouge de la section SFIO. Dans la foule venue assister au meeting, on distingue autant de turbans que de casquettes d'ouvriers et de bérêts. Ça et là, des chapeaux de feutre. Quelques Algériens sont venus avec leurs enfants, d'autres passent par là avec leur mule. Les orateurs haranguent la foule. L'ordre du jour voté en fin de meeting proteste contre « l'arbitraire du gouvernement qui frappe illégalement son dévoué maire »²³. Mais l'arrêté préfectoral n'est pas annulé. Après une mise en disponibilité d'un an, l'instituteur devenu maire est sommé par l'inspection académique de rejoindre un poste éloigné, à Marnia, près de la frontière marocaine²⁴. Dès lors, il cède la mairie à son deuxième adjoint, le jeune Gabriel Gonzales, électricien et secrétaire du syndicat CGT des mineurs de la ville.
- 10 Beni-Saf devient, pour les socialistes d'Algérie et de France, « l'illustration des pratiques électorales » de l'administration coloniale, ville « victime et martyr[e] »²⁵ dont le sort ne cesse dès lors d'intéresser les lecteurs du *Populaire*. Lors de sa mission de propagande en Afrique du Nord en décembre 1930, le secrétaire général de la SFIO, Paul Faure, s'y rend. Il donne une réunion publique devant 1 000 personnes, dont de nombreuses femmes et des Algériens²⁶. À son retour, il chante les louanges du maire, qui a organisé dans le « village indigène » voisin l'évacuation des eaux usées, le ramassage des ordures et la distribution de médicaments et de vivre : « N'est-ce pas qu'on est fier de notre petit maire socialiste de Beni-Saf ? »²⁷ s'exclame-t-il sur un ton mi tendre, mi condescendant. Gonzales met en effet en place, dans la petite municipalité algérienne, un embryon d'État social, comme ses collègues socialistes de métropole²⁸.
- 11 Quelque temps plus tôt, le jeune maire a connu des brimades d'un autre type : le curé de la ville a refusé d'enterrer religieusement son père, sous le prétexte que celui-ci vivait en

concubinage²⁹. L'opinion juge cependant qu'il dénie les derniers sacrements au père par désapprobation pour les opinions politiques du fils. Les habitants de la ville s'en sont alors pris directement au curé : un impressionnant mouvement de foule le poursuit dans les rues de la ville ; on le hua, on lui jeta même des pierres, et le commissaire et le premier adjoint au maire durent intervenir pour ramener le calme³⁰. La solidarité de la bourgade ouvrière pour son jeune maire et secrétaire syndical semble largement acquise. Celui-ci, fils d'un émigrant d'Almeria, né dans une fratrie de dix enfants, entré à la mine à l'âge de 15 ans³¹, leur ressemble. Doté d'un sourire jovial, ayant revêtu après son accession à la mairie un costume trois-pièces dans lequel sa large carrure semble toujours un peu à l'étroit, il incarne avec simplicité les idéaux de la population ouvrière benisafienne.

Document 2. Le conseil municipal de Beni-Saf dans les années 1930 (Gabriel Gonzales est au premier rang au centre)



Source : *L'album de Beni-Saf*, Auneau, Association des Beni-Safiens, 1988.

- 12 Le jeune maire socialiste se lance avec enthousiasme dans sa tâche d'édile. Deux ans après les élections, le paysage de la ville a commencé à changer : parmi les rues en amphithéâtre qui s'ouvrent sur la baie, le promeneur peut emprunter le boulevard Jean Jaurès³², la rue Pablo Iglesias³³ et bientôt l'avenue Jules Guesde³⁴. Outre ces grandes figures du socialisme français et espagnol désormais fixées par la toponymie, la mairie inscrit également sa présence dans l'urbanisme, en ouvrant une Bourse du travail³⁵. Bientôt un projet de monument à Jean Jaurès est en projet, et une souscription ouverte pour la construction du piédestal³⁶.

Mobilisation contestataire et traditions festives

- 13 Le 7 février 1931, Marius Dubois dénonce dans les colonnes du *Semeur* « un monstrueux acte de fascisme »³⁷. Dix jours plus tôt, Gabriel Gonzales a été inculpé pour vol et destruction de titre privé et placé sous mandat de dépôt³⁸. La compagnie minière l'accuse d'avoir volé dans ses coffres le bail locatif de son père, pour s'approprier les terres cultivées par ce dernier jusqu'à sa mort. Le père Gonzales avait loué, pendant 17 ans, un petit terrain à la compagnie, après des années de travail comme ouvrier agricole³⁹. Le jeune maire se défend d'avoir pénétré dans les locaux de la mine et dit avoir détruit un bail non signé, trouvé dans les papiers de son père. L'accusation ne semble guère solide et la procédure, en tout état de cause, disproportionnée par rapport au délit dont on l'accuse. Des perquisitions sont lancées par le procureur de Tlemcen à la mairie et au domicile de Gonzales, et ce dernier est remplacé dans l'exercice de ses fonctions par son premier adjoint⁴⁰.
- 14 Aussitôt la nouvelle de l'incarcération du maire connue, l'émotion gagne la ville : les milieux ouvriers bruissent de la rumeur d'une arrestation politique, destinée à « influencer les élections [municipales partielles] qui doivent avoir lieu à Oran » le mois suivant⁴¹. Les membres de la section menacent immédiatement d'engager une campagne de presse et de demander l'intervention de Paul Faure au Parlement⁴². Le 1^{er} février 1931, la section se réunit pour formuler un ordre du jour de protestation, transmis au préfet : elle qualifie de « provocation inqualifiable » l'arrestation de Gonzales et demande sa libération immédiate⁴³. Cette demande est rejetée quelques jours plus tard⁴⁴. Le commissaire note que le maire incarcéré prend « figure de victime »⁴⁵ dans la ville. En effet, la mobilisation s'amplifie et une pétition commence à circuler⁴⁶. Jusqu'au *Populaire* se fait écho de « l'affaire » et reproduit l'ordre du jour de la section de Beni-Saf voté deux semaines plus tôt⁴⁷. La campagne de presse porte ses fruits : deux jours plus tard, Gonzales est mis en liberté provisoire⁴⁸.
- 15 Le retour du « petit maire socialiste »⁴⁹ dans sa ville, après plus de deux semaines d'incarcération, est triomphal. Il coïncide avec la tournée du propagandiste socialiste Lucien Roland en Algérie, et les militants de la fédération en profitent pour faire de sa libération un véritable événement. Le maire rentre dans sa ville au bras de l'envoyé métropolitain, à l'heure du déjeuner. Depuis le départ matinal des hommes à la mine, femmes et enfants l'attendent sur le seuil des portes. À son arrivée, il est conduit dans un café pour un grand apéritif⁵⁰. Puis les « hurlements de la sirène » retentissent pour rappeler les travailleurs, tandis que Gonzales est escorté par la foule jusqu'à son domicile⁵¹. À 18 heures, la section de la SFIO organise une grande réunion publique⁵². Une foule se presse à la sortie de la salle : après le meeting, vient l'heure du défilé.
- 16 Le cortège, composé d'hommes, de femmes et d'enfants, s'ébranle derrière le drapeau rouge de la section et parcourt les rues de la ville au chant de l'Internationale, en criant « Vive Gonzales ! »⁵³. La nuit s'éclaire des flambeaux et lampions brandis par les manifestants, ainsi que des feux de Bengale déclenchés à leur passage. Le commandant de la 5^e compagnie de gendarmerie d'Oran, appelé pour constituer des renforts en cas de débordements, estime la foule à 2 000 personnes, soit un habitant sur six⁵⁴. La manifestation populaire triomphale fait forte impression sur Lucien Roland, qui lui dédie sa « chronique oranaise » dans *Le Populaire* quelques jours plus tard. « Il m'est doux d'entendre le chant du vieux Pottier s'envoler des rives africaines... », s'émerveille-t-il,

peignant le tableau d'une population enthousiaste et unie, « Arabes » et Européens côte à côte⁵⁵. Les rapports de surveillance signalent certes une participation de la population colonisée à la manifestation, mais bien plus minoritaire que le propos de Roland ne le laisse accroire.

- 17 Les éléments du rituel militant socialiste de Beni-Saf se confirment. Ils s'enrichissent, dès le lendemain de la libération du maire, d'une appropriation originale des traditions festives et populaires de la commune. L'élargissement de Gonzales tombe en effet à la veille de Mardi gras. Or les émigrés d'Espagne et leurs enfants perpétuent sur le sol algérien la tradition ibérique du carnaval. Comme en Andalousie, durant toute l'année, les événements de la ville donnent lieu à la rédaction de chansons satiriques, appelées « *chirigotas* », chantées dans la rue le jour de Mardi-gras par des fanfares dites « *murgas* »⁵⁶. Le 17 février 1931, une quinzaine de jeunes militants de la SFIO, foulards rouges noués autour du cou, se juchent sur un camion pour parcourir la ville. S'arrêtant devant les cafés où s'amasse la foule, ils entonnent l'Internationale puis des couplets en espagnol. Saisissant l'occasion pour manifester leur protestation sur le registre carnavalesque et charivaresque, ils perpétuent un rite d'inversion des rôles propre également à la culture ouvrière française, notamment dans les pays miniers⁵⁷. Le commissaire, alerté par les cris de la foule, comprend qu'il s'agit de « chants séditieux faisant allusion à l'affaire Gonzales »⁵⁸. Il demande alors au groupe de lui remettre le cahier à couverture rouge contenant les paroles. Ils s'exécutent, mais la foule déçue et échaudée suit le nouveau détenteur du cahier jusqu'au commissariat. Cinq minutes plus tard, ils sont mille à se presser, menaçants, devant le bâtiment, « envahissant même les fenêtres »⁵⁹. Réclamant le cahier à grands cris, la foule refuse de se disperser, malgré l'intervention du commissaire secondé par cinq agents de police. Incapable de calmer la foule, le commissaire fait venir les jeunes militants et les menace de poursuites s'ils ne dispersent pas la manifestation. Ceux-ci obtempèrent et entraînent la foule loin du commissariat. De nouveau, comme la veille, la participation est spectaculaire et démontre un soutien massif de la population à son maire.
- 18 La traduction en français des chansons effectuée par le commissaire de police, si elle empêche de saisir toutes les nuances du texte original, permet de se faire une idée des sentiments des manifestants et des motifs d'enthousiasme de la foule. Les *coplas* invoquent la mémoire du père de Gonzales, « brave travailleur » sur les terres de la compagnie minière, et rappellent la date de sa mort, « jour très malheureux ». Elles défendent le « maire ouvrier », « un homme propre » et victime d'injustice, dont la compagnie « bouffie d'orgueil et d'ambition » cherche à se venger, jalouse de son succès politique : « Notre maire est maintenant libre parce qu'il était innocent, et toi chouette horrible, que ta tête soit coupée ». La manifestation populaire est bel et bien prétexte à une contestation radicale de l'ordre politique et social.
- 19 Ainsi les chansons prennent aussi un tour plus général, s'en prenant à certain « lâche bourgeois » ayant critiqué le maire, à l'« épouse d'un bourgeois » qui aurait manqué de respect à un ramasseur d'ordures, mais aussi aux « religieuses maudites [...] qui parlent mal des socialistes ». La critique de l'Église et de la bourgeoisie rappelle les termes qui animent alors le débat politique de la proche Espagne. Les socialistes s'y sont alliés quelques mois plus tôt avec les républicains pour mener le processus de transition vers la République, alors en passe d'aboutir⁶⁰. De l'autre côté de la Méditerranée, le lien avec l'Espagne est maintenu par une population européenne largement d'origine ibérique, à travers les réseaux familiaux et la lecture de la presse. Un grand meeting suivi d'un défilé

de 800 personnes derrière les drapeaux rouge, français et espagnol, est d'ailleurs organisé quelques semaines plus tard à Béni-Saf pour célébrer l'avènement de la Seconde République⁶¹. Les chansons du carnaval 1931 lient ainsi les thèmes locaux à un contexte plus large, dépassant le cadre de la colonie. À travers la figure du maire, elles défendent le socialisme et la culture ouvrière. Les militants de la petite cité minière disent aussi, dans ce rituel festif, leur fierté de représenter une exception en Algérie : « Vive Beni-Saf la rouge ! Vive notre belle cité ! Vivent nos belles roses qui poussent au bord des flots ! »⁶².

20 Le maire, contre lequel les poursuites sont abandonnées, et la section SFIO sortent renforcés de cette affaire. Le soir du 14 juillet suivant, une manifestation aux flambeaux est organisée par le Parti socialiste. Composé d'environ 1 200 personnes, le cortège s'arrête devant le domicile de Gonzales pour lui rendre hommage⁶³. Un an plus tard, Beni-Saf est le théâtre de nouveaux affrontements entre la SFIO et les autorités. Le 13 février 1931, la socialiste métropolitaine Louise Saumoneau, en voyage de propagande, se rend dans la commune pour donner une réunion publique au marché couvert, devant 800 personnes dont 300 femmes. Le lendemain, la section organise, comme elle en a désormais l'habitude, un défilé dans les rues escarpées de la ville, « bannières rouges au vent »⁶⁴, avant d'aboutir sur la place du marché où les escaliers servent d'estrade de fortune aux orateurs. Le commissaire de police, nouveau à ce poste, décide alors de verbaliser Gabriel Gonzales pour l'organisation d'une réunion non autorisée sur la voie publique⁶⁵. Puis le lendemain matin il arrête un maçon de 21 ans⁶⁶ qui à la fin du meeting aurait crié « Vive la Révolution ! » en brandissant le drapeau rouge de la section SFIO⁶⁷. Le commissaire n'agit pas par hasard : il sait que le jeune homme est chargé, cette année-là, de la rédaction des chansons de carnaval, or Mardi-gras tombe le lendemain. C'est en connaissance de cause que le commissaire arrête le jeune militant, qu'il a déjà convoqué sans succès au commissariat à deux reprises, et qu'il juge animé d'un « esprit à idées extrémistes ». Il suggère même son « expulsion du territoire national », du fait de ses deux parents étrangers, alors même que, selon la loi de 1889, né en Algérie de parents européens il est français.

21 L'arrestation du jeune homme donne le signal d'une nouvelle vague de mécontentement populaire. Aussitôt la section socialiste se mobilise. La gendarmerie la croit forte de 500 personnes⁶⁸, prenant sans doute en compte l'ensemble de ses sympathisants. Un an après l'arrestation de Gonzales, la protestation se remet en branle selon les mêmes codes. La manifestation a lieu le soir même de l'arrestation. 500 personnes dont bon nombre de femmes et d'enfants encerclent le commissariat, chantant l'Internationale et criant « Liberté ! Liberté ! ». Les manifestants tentent d'y pénétrer, lançant des pierres contre le bâtiment. Ils réussissent à forcer l'entrée mais sont aussitôt expulsés. Une heure et demie durant, ils font le siège du bâtiment, bientôt rejoints par curieux et sympathisants parmi lesquels 200 Algériens environ, qui prennent part aux chants et aux cris⁶⁹. La foule est alors d'un millier de personnes environ. Lorsqu'elle tente de nouveau de forcer la porte du commissariat le sous-préfet, venu négocier avec le maire pour empêcher une manifestation et qui s'y trouve reclus, demande l'intervention de la gendarmerie. Le signal de la bagarre générale est donné : pendant une heure, manifestants et forces de l'ordre s'affrontent à coups de pierres et de crosses, la foule continuant à mitrailler portes et fenêtres du commissariat. Le caïd de Beni-Saf, qui vient approvisionner les assiégés, est agressé, les voitures des agents de police garées autour du commissariat vandalisées. Finalement le sous-préfet fait appel à des renforts : c'est la menace de cette intervention

qui disperse les manifestants, au bout de trois heures. L'affrontement se solde par de nombreux blessés, parmi les gendarmes, les policiers et les manifestants.

- 22 Le lendemain, le jeune maçon est mis en liberté provisoire par le procureur et la population calme sa fureur. Si le sous-préfet de Tlemcen voit dans ces événements la preuve de « l'état d'esprit déplorable » d'une partie de la population de la ville, influencée par les dirigeants de la commune⁷⁰, le préfet d'Oran se plaint quant à lui de l'attitude du nouveau commissaire. Il juge que celui-ci a manqué de prudence du fait de « sa connaissance encore insuffisante du milieu » dans lequel il vient d'être nommé⁷¹. La population de Beni-Saf a ainsi réussi à établir un rapport fait de respect et de crainte avec les autorités. Par l'intermédiaire de la figure populaire de son premier édile, une large partie de la population se montre solidaire d'un parti qui rythme la vie sociale et culturelle de la ville, autour de ses défilés, de ses chants et de sa fanfare, la Bénisafienne, dont nombre des membres appartiennent à la section. Le dispositif manifestant est loin d'être dépolitisé. Centré autour du défilé, du drapeau rouge, de l'Internationale, son répertoire fournit à la ville tout entière des symboles puisés dans la culture ouvrière française et espagnole. À travers la mise en place d'un dispositif manifestant rodé, la population affirme son identité spécifique⁷². La même mise en scène est reprise lors des 1^{er} mai, ainsi qu'à la veille des élections municipales de 1935⁷³.

Le socialisme contre la colonie ?

- 23 Ces « affaires » ne touchent pas seulement Beni-Saf, et pareillement des militants socialistes sont inquiétés en d'autres lieux du département, à Oran, Sidi-Bel-Abbès ou Saint-Lucien. Au milieu des années 1930 cependant, la vigueur retrouvée du communisme détourne l'attention de l'administration. Mais le maire de Beni-Saf n'est pas encore au bout de ses démêlés avec la justice. Quelques jours à peine après sa réélection, en mai 1935, il est arrêté et emprisonné, accusé d'avoir falsifié des cartes de chômeur à la Bourse du travail⁷⁴. En fait, privé d'un mandat de 20 000 francs destiné au fonds de chômage de la commune et bloqué depuis trois mois à la préfecture, il a recouru à un emprunt pour pouvoir payer les indemnités⁷⁵. Un autre conseiller municipal, Jean Mirailles, piqueur au service vicinal de la commune, secrétaire du syndicat CGT des employés municipaux de la ville⁷⁶, est également arrêté⁷⁷. Après plusieurs semaines de détention, ils sont tous deux mis en liberté provisoire⁷⁸. Pour la fédération SFIO, la cause est entendue : la petite ville socialiste de Beni-Saf fait encore les frais de l'arbitraire d'une justice coloniale soumise à la « réaction ».
- 24 Comment expliquer ce qui apparaît comme un acharnement *ad hominem* ? Gonzales est le premier maire socialiste d'Algérie depuis la première guerre mondiale, et un actif secrétaire de syndicat. Mais on peut douter que ces activités expliquent à elles seules une telle hostilité. Au-delà de son rôle dans le milieu européen, ce que l'administration peut le plus craindre de sa part est son action auprès des « indigènes ». L'époque est à l'essor des mouvements nationalistes algériens, nés autour du Centenaire de la colonisation : Association des *'ulamā* musulmans d'Algérie (AUMA)⁷⁹ et Fédérations des élus musulmans d'Algérie⁸⁰ sont les plus représentés dans le département, tandis que l'Étoile nord-africaine de Messali Hadj est encore essentiellement implantée en métropole⁸¹. Or Gonzales est soupçonné de protéger l'activité de nationalistes algériens dans sa commune.

- 25 Un groupe de militants se réunit régulièrement le soir dans la boutique d'un boucher de la ville. Lecture et commentaire y sont faits à haute voix du journal de l'AUMA, *La Défense*, ainsi que de « périodiques d'opinions subversives »⁸² fournis par le secrétaire auxiliaire de la mairie. Ce dernier les récupère à l'Hôtel de ville : il s'agit probablement de la presse socialiste et syndicale métropolitaine. De plus ces hommes prennent lors des élections locales à titre « indigène » le parti des candidats opposés à l'administration, proches de la Fédération des élus. Or selon le commissaire, le maire de Beni-Saf « pistonne » le jeune Berkane pour qu'il échappe à la conscription et ferme les yeux sur son activité politique. L'arrestation de Gonzales, un mois après la rédaction de ce rapport sur son soutien discret à ce que le commissaire qualifie de « campagne anti-française », est sans doute liée à ces soupçons.
- 26 Gabriel Gonzales, en tant que maire et secrétaire du syndicat des mineurs, s'est en outre assuré une véritable popularité dans l'électorat colonisé, que la réforme Jonnart de 1919 a créé pour les collèges locaux. Il a défendu, au conseil national de la fédération CGT du sous-sol à Marseille en octobre 1929, l'extension de la loi sur les accidents du travail à tous les travailleurs d'Algérie⁸³. Il intervient également, en 1937, auprès du Gouvernement général pour plaider l'obtention de droits syndicaux pour les Algériens⁸⁴. Il prêche la solidarité transcommunautaire dans les luttes, et on voit des ouvriers se rendre au « marabout » voisin pour « jurer fidélité au syndicat »⁸⁵. Preuve de sa popularité, le comité local du Congrès musulman algérien⁸⁶ lui offre, à sa création en juin 1936, la présidence d'honneur⁸⁷. Enfin en 1937, il est élu conseiller général à titre « indigène », recueillant 64 % des suffrages exprimés dès le premier tour, face à un candidat de statut civil « indigène »⁸⁸. C'est une première pour un socialiste européen à l'échelle de l'Algérie entière, et le simple fait de se présenter constitue un défi à l'ordre colonial. Mais la collusion entre socialisme et nationalisme est loin d'être avérée. Gonzales ne s'illustre nullement par un soutien explicite à la cause nationaliste même si, au diapason de la SFIO du département, il soutient le projet Blum-Viollette d'accès d'une élite algérienne à la citoyenneté, et un certain nombre de réformes dont la suppression du Gouvernement général et des Délégations financières. Ce sont pourtant bien ses accointances avec les mouvements revendicatifs de la population colonisée, à la portée vraisemblablement exagérée par l'administration, qui déclenchent une nouvelle vague d'hostilité contre sa personne.
- 27 L'étude de la vie politique de Beni-Saf restitue des tendances que l'on peut observer plus largement à l'échelle du département d'Oran et de la colonie. Les difficultés que connaît la SFIO en Algérie y sont exacerbées, mais pas uniques. Les liens tissés entre le socialisme européen et le nationalisme algérien naissant, objets des craintes de l'administration, sont tout sauf évidents et avérés. On peut lire à travers les diverses affaires qui secouent Beni-Saf, durant les années 1930, la montée d'un sentiment paranoïaque de l'administration coloniale⁸⁹, visant toute tentative de remise en cause, même à la marge, du rapport de domination instauré au détriment des colonisés. En outre, la vie politique de Beni-Saf sous municipalité socialiste se trouve au carrefour de circulations méditerranéennes caractéristiques de l'Algérie sous domination impériale. Située dans un département français marqué au sceau de l'exceptionnalité coloniale, la ville de Beni-Saf est liée à l'Espagne par sa culture, ses rituels et son imaginaire. Son maire incarne le socialisme en terre algérienne, le combat pour les droits sociaux et politiques de tous ses habitants, y compris « indigènes », ainsi qu'une identité européenne mêlée, entre apports français et espagnols, que l'on baptisera bientôt de « pied-noire »⁹⁰. C'est ainsi qu'il est

perçu par les autorités locales, religieuses et publiques, qui s'en prennent à lui de façon disproportionnée, visant bien au-delà de sa personne. C'est ainsi qu'il l'est également par les socialistes métropolitains, qui en font une figure symbolique de l'Algérie telle qu'ils ont envie de l'imaginer : socialiste, mixte et fraternelle. Il l'est enfin pour ses administrés, ce qui explique l'ampleur des mobilisations en sa faveur, de la pétition à l'émeute. À travers lui, c'est leur identité singulière qu'ils construisent, affirment et défendent.

NOTES

1. Service central de statistique du Gouvernement général de l'Algérie, *Répertoire statistique des communes de l'Algérie (Recensement de la population algérienne au 8 mars 1931)*, Alger, Ancienne imprimerie Victor Heintz, 1932. Au même recensement, cette proportion est de 75 % pour l'ensemble du département et de 86,5 % à l'échelle de l'Algérie entière.
2. « Tournées électorales : Beni-Saf », *Le Socialiste*, 24 mars 1928, p. 3.
3. Rapport du commissaire au sous-préfet de Tlemcen, Beni-Saf, 20 juin 1928, Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Oran, 81.
4. Rapport du commissaire au sous-préfet de Tlemcen, Beni-Saf, 20 juin 1928, ANOM, Oran, 81.
5. P. S., « Le mouvement ouvrier à Beni-Saf », *Le Semeur*, 23 février 1929, p. 1.
6. Parti socialiste SFIO, *XXVII^e Congrès national : 8, 9, 10, 11 juin 1930, Bordeaux : rapports*, Paris, Librairie populaire, p. 74.
7. Allison Drew, *We are No Longer in France. Communists in Colonial Algeria*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
8. Marc Angenot, « Le drapeau rouge, rituels et discours », dans Françoise Coblence et Boris Eizykman (dir.), *L'Esthétique de la rue*, Paris, l'Harmattan, 1998, p. 73-100.
9. Rose rouge, « Une belle manifestation », *Le Semeur*, 9 février 1929, p. 2.
10. Jean Lescoutra, « En revenant de Beni-Saf », *La Vérité*, 2 février 1929.
11. Rose rouge, « Une belle manifestation », art. cit., p. 2.
12. Rapport du sous-préfet de l'arrondissement de Tlemcen au préfet, Tlemcen, 23 mars 1929, ANOM, Oran, E234.
13. Tableau de la municipalité de Beni-Saf, 18 juin 1929, ANOM, Oran, E235.
14. Jean Lescoutra, « En revenant de Beni-Saf », *La Vérité*, n° 10, 2 février 1929.
15. Rapport du commissaire de police de Beni-Saf au préfet d'Oran, 28 avril 1929, ANOM, Oran, E234.
16. Henri Bertrand, « Gabriel Gonzales, maire de Beni-Saf », *Le Semeur*, 9 avril 1930, p. 1.
17. Tableau de la municipalité de Beni-Saf, 18 juin 1929, ANOM, Oran, E235.
18. « Vignaux », dans René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, Maghreb. Algérie*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'Atelier, 2006, p. 580. Voir aussi « Bonifacce », dans *ibid.*, p. 140 et Gilbert Meynier, *L'Algérie révélée : la guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX^e siècle*, Genève, Librairie Droz, 1981, p. 188.
19. « Magnifique victoire socialiste à Beni-Saf », *Le Semeur*, 11 mai 1929, p. 1.
20. Voir Claire Marynowier, *Être socialiste dans l'Algérie coloniale. Pratiques, cultures et identités d'un milieu partisan dans le département d'Oran, 1919-1939*, thèse de doctorat, sous la direction de Marc Lazar, IEP de Paris, 2013.
21. *Ibid.*, p. 291-292.

22. Lettre du ministre de l'Intérieur au Gouverneur général de l'Algérie, Paris, 7 mars 1932, Centre des archives nationales d'Algérie (CANA), IBA, ADD-176.
23. M. C., « À Beni-Saf, meeting de protestation contre les moyens qu'a employés le gouvernement pour obliger le camarade Vignaux à démissionner », *Le Semeur*, 5 octobre 1929, p. 1.
24. René Gallissot et Fouad Soufi, « Gonzales Gabriel », *Maitron-en-ligne*, disponible sur : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article50824> [consulté le 14 mai 2015].
25. Ahmed Koulakssis, *Le parti socialiste et l'Afrique du Nord, de Jaurès à Blum*, Paris, Armand Colin, 1991, p. 223.
26. Rapport du chef de la sûreté départementale au préfet, Beni-Saf, 6 décembre 1930, ANOM, Oran, 95.
27. Paul Faure, « La politique socialiste : Beni-Saf », *Le Populaire*, 17 décembre 1930, p. 1.
28. Aude Chamouard, *Les maires socialistes en France dans l'entre-deux-guerres : une expérience réformiste du pouvoir ?*, thèse de doctorat, IEP de Paris, 2010.
29. Rapport du commissaire au sous-préfet, Beni-Saf, 18 avril 1930, ANOM, Oran, 95.
30. Rapport du commissaire au sous-préfet, Beni-Saf, 21 avril 1930, ANOM, Oran, 95.
31. Henri Bertrand, « Gabriel Gonzales, maire de Beni-Saf », *Le Semeur*, 9 avril 1930, p. 1.
32. Lettre du secrétaire de la section SFIO de Beni-Saf au Gouverneur général de l'Algérie, 2 février 1931, ANOM, GGA, 2CAB1.
33. Un oyente [un auditeur], « Cañizares en Beni-Saf », *Le Semeur*, 16 janvier 1932, p. 2.
34. *L'album de Béni-Saf*, Auneau, Association des Béni-Safiens, 1988, p. 64-65. Voir carte de Beni-Saf en annexe.
35. Lettre du secrétaire de la section SFIO de Beni-Saf au Gouverneur général de l'Algérie, 2 février 1931, ANOM, GGA, 2CAB1.
36. « Appel de la section socialiste de Beni-Saf pour un monument à Jean Jaurès », *Le Semeur*, 29 janvier 1935, p. 2.
37. Marius Dubois, « Un monstrueux acte de fascisme », *Le Semeur*, 7 février 1931, p. 2.
38. Lettre du procureur de la République au préfet, Tlemcen, 26 janvier 1931, ANOM, Oran, 96.
39. René Gallissot et Fouad Soufi, « Gonzales Gabriel », dans René Gallissot (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, op. cit.*, p. 307-308.
40. Rapport du préfet au Gouverneur général de l'Algérie, Oran, 30 janvier 1931, ANOM, GGA, 2CAB1.
41. Rapport du commissaire de Beni-Saf au sous-préfet de Tlemcen, Beni-Saf, 31 janvier 1931, ANOM, GGA, 2CAB1.
42. Paul Faure, « La politique socialiste : Beni-Saf », *Le Populaire*, 17 décembre 1930, p. 1.
43. Ordre du jour de la section SFIO de Beni-Saf, 1^{er} février 1931, ANOM, Oran, 96.
44. Rapport du commissaire de Beni-Saf au sous-préfet de Tlemcen, Beni-Saf, 5 février 1931, ANOM, GGA, 2CAB1.
45. Rapport du commissaire de Beni-Saf au sous-préfet de Tlemcen, Beni-Saf, 1^{er} février 1931, ANOM, GGA, 2CAB1.
46. Rapport du commissaire de Beni-Saf au sous-préfet de Tlemcen, Beni-Saf, 6 février 1931, ANOM, Oran, 96.
47. « La propagande socialiste », *Le Populaire*, 14 février 1931, p. 6.
48. Carnet de Lucien Roland, 16 février 1931, Institut français d'histoire sociale (IFHS), 14AS, 280.
49. Paul Faure, « La politique socialiste : Beni-Saf », *Le Populaire*, 17 décembre 1930, p. 1.
50. Rapport du commissaire de Beni-Saf, 17 février 1931, ANOM, GGA, 2CAB1.
51. Lucien Roland, « Chronique oranaise », *Le Populaire*, 25 février 1931, p. 6.
52. Rapport du commissaire de Beni-Saf, 17 février 1931, ANOM, GGA, 2CAB1.
53. *Id.*

54. Message téléphonique du commandant de la 5^e compagnie de gendarmerie d'Oran au préfet, 17 février 1931, ANOM, GGA, 2CAB1.
55. Lucien Roland, « Chronique oranaise », art. cit., p. 6.
56. Association des Beni-safiens, *L'album de Béni-Saf*, op. cit., p. 184.
57. Laurent Marty, *Chanter pour survivre : culture ouvrière, travail et techniques dans le textile, Roubaix 1850-1914*, Lille, Fédération Léo Lagrange, 1982, p. 133-144.
58. Rapport du commissaire de Beni-Saf, 18 février 1931, ANOM, GGA, 2CAB1.
59. *Id.*
60. Manuel Tuñón de Lara (dir.), *Historia del socialismo español*, t. 2 (1909-1931) et t. 3 (1931-1939), Barcelone, Conjunto Editorial, 1989.
61. Compte-rendu téléphonique, anonyme, Oran, 4 mai 1931, ANOM, Oran, 95.
62. Rapport du commissaire de police de Beni-Saf, 18 février 1931, ANOM, Oran, 96.
63. Rapport du commissaire au sous-préfet de Tlemcen, Beni-Saf, 15 juillet 1931, ANOM, Oran, 81.
64. Rapport du commandant de la section de gendarmerie de Tlemcen, 17 février 1932, Centre historique des archives nationales (CHAN), F7, 13085.
65. Rapport du Préfet d'Oran au Gouverneur général de l'Algérie, Oran, février 1932, ANOM, Oran, 96.
66. Rapport du commandant de la section de gendarmerie de Tlemcen, 17 février 1932, CHAN, F7, 13085.
67. Rapport du commissaire de Beni-Saf au sous-préfet de Tlemcen, Beni-Saf, 15 février 1932, ANOM, Oran, 96.
68. Rapport du commandant de la section de gendarmerie de Tlemcen, 17 février 1932, CHAN, F7, 13085.
69. Rapport du sous-préfet de Tlemcen au préfet, Tlemcen, 16 février 1932, ANOM, Oran, 96.
70. *Id.*
71. Rapport du Préfet d'Oran au Gouverneur général de l'Algérie, Oran, février 1932, ANOM, Oran, 96.
72. Olivier Fillieule et Danielle Tartakowsky, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 96.
73. Rapport du commissaire de Beni-Saf au sous-préfet de l'arrondissement de Tlemcen, Beni Saf, 1^{er} mai 1935, Archives de la wilaya d'Oran (AWO), 1F, 275.
74. « Gabriel Gonzales qui est innocent demande à se défendre ! », *Le Semeur*, 1^{er} juin 1935, p. 1.
75. Marius Dubois, « Libérez Gonzales ! Libérez tous les emprisonnés ! », *Le Semeur*, 1^{er} juin 1935, p. 1.
76. Rapport sur la situation des syndicats de la préfecture, Oran, 21 décembre 1934, ANOM, Oran, 424.
77. « Mirailès Jean arrêté ! », *Le Semeur*, 1^{er} juin 1935, p. 1.
78. « Gabriel Gonzales est mis en liberté provisoire », *Le Semeur*, 13 juillet 1935, p. 1.
79. James McDougall, *History and the culture of nationalism in Algeria*, Cambridge / New York, Cambridge University Press, 2006.
80. Julien Fromage, *Innovation politique et mobilisation de masse en « situation coloniale » : un « printemps algérien » des années 1930 ?*, Thèse de doctorat, sous la direction d'Omar Carlier, EHESS, 2012.
81. Omar Carlier, *Socialisation politique et acculturation à la modernité : Le cas du nationalisme algérien (de l'Étoile Nord-Africaine au Front de Libération nationale, 1926-1954)*, thèse de doctorat, sous la direction de Jean Leca, IEP de Paris, 1994.
82. Rapport du commissaire de police au préfet d'Oran, Beni-Saf, 3 avril 1935, AWO, 1F, 275.
83. H. B., « Gabriel Gonzalès, maire de Beni-Saf », *Le Semeur*, 9 avril 1930, p. 1.
84. Lettre de Gabriel Gonzales à Firmin Panissal, Beni-Saf, 29 mars 1937, Institut CGT d'histoire sociale (IHS-CGT), 74, 1, 101.

85. Paul Schmitt, « Le syndicat des mineurs », dans *L'album de Béni-Saf*, op. cit., p. 136.
 86. Claude Collot, « Le Congrès musulman algérien », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, vol. XI, n° 4, décembre 1974, p. 71-161.
 87. Tableau des comités locaux du Congrès musulman dans le département d'Oran, CIE, Oran, 28 avril 1937, ANOM, Oran, 90.
 88. Rapport du préfet, Oran, 23 novembre 1937, ANOM, Oran, E214.
 89. Ann Laura Stoler, *Along the Archival Grain : Epistemic Anxieties and Colonial Common Sense*, Princeton, Princeton University Press, 2009.
 90. Anne Dulphy, *Entre l'Espagne et la France, l'Algérie des pieds-noirs*, Paris, Vendémiaire, 2014.
-

RÉSUMÉS

Cet article est consacré à la vie politique de Beni-Saf, petite ville de création coloniale située dans le département d'Oran. À travers la figure de son maire socialiste, il restitue un ensemble de dynamiques que connaît, plus largement, l'Algérie dans les années 1930 : implantation du socialisme français en milieu colonial, manœuvres de l'administration contre les partis de gauche, modes de mobilisation et de contestation empruntant à diverses cultures populaires européennes, sur un registre festif mais aussi violent, montée du nationalisme et de la paranoïa gouvernementale. L'approche choisie, au plus près des individus, des lieux et des gestes, se veut une contribution au champ de l'histoire politique et sociale de l'Algérie colonisée.

This article addresses the political life of Beni-Saf, a small town in Algeria under the French rule. Beyond this scope, this case exemplifies a number of global trends affecting this French colony in the 1930s: the development of French socialism in a colonial setting; the administration's reaction against left-wing activism; models of political action and protest borrowing from European popular rites and cultures, mixing festive traditions and violence; the growth of Algerian nationalism and governmental paranoia. By focusing closely on individuals, locations and gestures, this paper aims to contribute to the political and social history of colonial-era Algeria.

INDEX

Mots-clés : Algérie, socialisme, colonisation, mouvements sociaux, nationalisme

Keywords : Algeria, socialism, colonisation, political action, protest, nationalism

AUTEUR

CLAIRE MARYNOWER

Claire Marynower est maîtresse de conférences à l'Institut d'études politiques de Grenoble, rattachée au laboratoire PACTE et membre de l'ANR ICEM. Elle a soutenu une thèse intitulée « Être socialiste dans l'Algérie coloniale : Pratiques, cultures et identités d'un milieu partisan en

milieu colonial » en 2013 et publié divers articles dans des revues comme *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, *Le Mouvement social*, *Parlement[s]*, et *Journal of North African Studies*.